

OFFRE TECHNIQUE

**BUREAU
INTERNATIONAL DU TRAVAIL
BIT**

**ETUDE
JFA PRESSA - IPRE**

Novembre 1999



☎ (221) 825 86 53 ☒ (221) 824 16 25-825 86 53 BP :15 363 Dakar-Fann
Siège Social : Rue 13 Villa N° 673 Dakar - Sénégal
NINEA : 067969 NITI : 203 203104.Z CC : 203104.Z
Site WEB : <http://www1.telecomplus.sn/mgp>
E-Mail : mgpafri@telecomplus.sn

SOMMAIRE



I - <u>COMPREHENSION DE L'OBJET DE L'ETUDE ET DU RESULTAT ATTENDU</u>	2
II - <u>APPROCHE METHODOLOGIQUE</u>	3
2.1 - Politiques publiques	3
2.1.1 - Les éléments d'inputs	3
2.1.2 - Eléments d'analyse	3
2.1.3 - Résultats de l'analyse des politiques publiques	4
2.2 - Analyse des investissements	4
2.2.1 - Eléments d'inputs	4
2.2.2 - Eléments d'analyse des investissements publics	4
2.2.3 – Résultats	5
III - <u>PLAN DETAILLE</u>	5
3.1 – Organisation	5
IV - <u>ORGANISATION ET CHRONOGRAMME</u>	7
4.1 – Organisation	7
4.1.1 - Les experts	7
4.1.2 - Rôles des experts	7
4.2 – Chronogramme	8
V - <u>EXPERIENCE DU CABINET</u>	10
5.1 - Analyse des politiques	10
5.2 - Analyse des Investissements, leurs incidences sur l'emploi et la pauvreté	10
ANNEXES	

POLITIQUE PUBLIQUES ET INVESTISSEMENTS PUBLICS

I - COMPREHENSION DE L'OBJET DE L'ETUDE ET DU RESULTAT ATTENDU

Le Consultant perçoit l'objet de l'étude comme destiné à éclairer sur les moyens de rendre l'action des pouvoirs publics à travers l'investissement et les mesures de politique économique plus efficace en faveur de l'emploi.

L'emploi est au centre de la problématique de cette étude sur les Politiques Publiques et Investissements Publics.

Résoudre cette problématique consisterait à satisfaire simultanément deux préoccupations essentielles qui, au demeurant sont très étroitement liées.

La première est d'ordre stratégique et a trait à la formulation des politiques macro-économiques. Dans la mesure où elles servent d'orientation aux programmes d'actions initiés par l'Etat, elles vont constituer le premier niveau déterminant d'intervention pour rendre les actions qui en découlent aptes à résoudre le problème de l'EMPLOI.

La seconde préoccupation exprimée à travers les termes de référence de cette étude, se rapporte aux techniques de sélection des programmes d'investissements publics. Il serait souhaitable que ces techniques, intègrent plus efficacement et plus systématiquement, des critères permettant de tenir compte de la variable « EMPLOI » dans le choix de ces investissements publics.

Afin de répondre aux attentes du Commanditaire, le Consultant est invité au terme de son étude à formuler des propositions sur ces points :

- mesures et stratégies de politique économique pour accroître le volume des types d'investissements publics qui s'avèrent les plus susceptibles d'encourager la création d'emplois ;
- méthodes et techniques d'évaluation sélective des projets publics d'investissements qui font de la création d'emplois un critère privilégié.

Il faut cependant noter que le Commanditaire, ne fait pas expressément allusion aux investissements des Collectivités Locales qui sont pourtant devenus une donnée incontournable dans le contexte actuel. Mais cela ne limite en rien la portée de l'étude. On peut, en effet, considérer que les investissements des Collectivités Locales se situent dans le prolongement de ceux initiés au niveau central.

D'autre part, au niveau stratégique, les orientations restent les mêmes. Le cadre macro-économique national doit dans tous les cas servir de référence aux planifications régionales, communales et locales.

Pour ces raisons, l'étude sera limitée au contexte macro-économique national et au système de sélection des projets publics d'investissement qui prévalent au niveau central.

Aujourd'hui, l'action de l'Etat est de plus en plus orientée vers les aspects institutionnels et les investissements structurants.

Cela résulte des nouvelles options de l'Etat qui consistent à créer un environnement propice au développement des initiatives économiques du secteur privé et à faire respecter les règles du jeu économique basées sur la libre concurrence, la transparence et l'équité.

Pour satisfaire ces attentes, le Consultant propose la démarche méthodologique développée ci-après.

II - APPROCHE METHODOLOGIQUE

Elle est construite autour des deux axes mis en exergue par le Commanditaire dans les termes de référence :

- politiques publiques et Emploi d'une part ;
- et Investissements et Emploi d'autre part.

Sur chacun de ces points de la problématique la démarche consistera à identifier les éléments d'inputs sur lesquels portera l'analyse du consultant, les méthodes et techniques qui seront employées et les résultats intermédiaires et finaux escomptés pour chaque phase d'analyse. ces derniers étant liés aux attentes du Commanditaire.

2.1 - Politiques publiques

2.1.1 - Les éléments d'inputs

Les références sont constituées par l'ensemble des documents qui à date font autorité en matière de Politique Economique et Sociale :

- le Plan d'Orientation pour le Développement économique et social : 1996-2001 (IX° Plan) ; février 1997 ;
- le rapport présenté à la quatrième réunion du Groupe Consultatif par le Sénégal : « Croissance soutenue et développement durable en 1998-2000 » ; Paris 23-24 avril 1998 ;
- la déclaration de politique générale du Premier Ministre ; 12 juillet 1998 ;
- la Politique de l'Emploi : Direction de l'Emploi ; 1998 ;
- le Programme Nationale de Lutte contre la Pauvreté : Direction de la Planification. ; décembre 1997 ;
- le Programme Triennal d'Investissements Publics : 1990-1998 : Budgets et Bilans

Les documents de politiques sectorielles ainsi que tout autre élément pertinent viendront compléter cette information de référence.

2.1.2 - Eléments d'analyse

a) - Analyse des politiques macro-économiques

Il s'agira, sur la base du recensement des politiques en cours, d'identifier à chaque fois, les facteurs favorables à l'emploi et ceux qui lui sont défavorables. Le Consultant va argumenter cette évaluation qui sera forcément qualitative.

Le Consultant utilisera pour chaque politique une matrice d'évaluation qui croisera les différentes mesures constitutives avec la nature des effets directs et indirects sur l'Emploi et la Pauvreté.

Les critères qualitatifs retenus pour cette évaluation seront les principaux leviers de l'emploi et de la pauvreté : génération de revenus, investissements productifs, consolidation des emplois, création des infrastructures de base, éducation, santé, etc. Ils sont précisés et proposés au Commanditaire avant application.

b) - Evaluation quantitative

Sur la base de données statistiques disponibles, le Consultant s'efforcera de faire la corrélation entre les mesures adoptées sur les dépenses publiques et leurs incidences sur les facteurs d'emploi et les indicateurs de pauvreté.

A ce niveau, le Consultant tentera de donner des indications sur les emplois créés ou perdus, les infrastructures de base réalisées et les volumes d'investissements destinés aux consolidations d'emplois.

A ce stade, le consultant essaiera de croiser la carte de la pauvreté avec celle des investissements publics de ces dernières années (cinq ou dix ans selon la disponibilité des statistiques pertinentes).

c) - Investissements Publics et Investissements Privés

Il s'agit d'analyser la place effective de l'investissement privé et son rôle dans l'économie nationale.

Cette appréciation se fera à la lumière de la stratégie de l'Etat qui entend faire reposer le Développement des secteurs productifs sur le Privé. Cela suppose une clarification des rôles. Il existe encore beaucoup de confusion à ce niveau. Malgré les déclarations officielles sur le désengagement de l'Etat, l'implication du secteur privé reste encore timide sur le plan des investissements par exemple.

Il faudra trouver les sources de blocage de cette politique à travers les pratiques effectives qui entravent cette répartition des rôles.

2.1.3 - Résultats de l'analyse des politiques publiques

Muni des résultats intermédiaires précédents, le Consultant fera des propositions sur l'un des points focaux de cette étude dans les termes suivants :

- mesures et stratégies en cours, favorables à l'emploi, qu'elles soient d'ordre fiscal, monétaire ou économique. Le Consultant proposera une hiérarchisation de ces mesures en fonction de l'intensité de leurs effets ;
- mesures et stratégies en cours défavorables à l'emploi ;
- effets sur l'emploi sur la période retenue des principales options macro-économiques, notamment les politiques de dépenses publiques ;
- effets de ces mesures sur la pauvreté ;
- mesures et stratégies générateurs des Investissements Publics, les plus efficaces pour l'Emploi et la Lutte contre la Pauvreté.

2.2 - Analyse des investissements

2.2.1 - Eléments d'inputs

Pour interroger le processus de formulation et de sélection des investissements publics et mesurer les impacts des projets en cours sur l'emploi et la pauvreté, le Consultant va se référer aux documents et sources de données ci-après :

- Etude diagnostique sur les capacités des Ministères Techniques (en matière de planification et de formulation des projets) ; MGP-Afrique. 1998 ;
- Suivi physiques et financiers des investissements publics des deux derniers PTIP. 1999,
- Base de données de la DP et de la DCEF du MEFP sur les PTIP et BCI de la période d'évaluation qui sera retenue ;
- Bases de données des partenaires au Développement sur les projets et programmes en cours ou déjà réalisés (évaluation ex-post) ;
- Etudes réalisées sur cette problématique par les structures de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies.

2.2.2 - Eléments d'analyse des investissements publics.

L'analyse sera entreprise à deux niveaux. Le premier permettra au Consultant d'interroger les méthodes et techniques de choix des investissements publics qui vont constituer le PTIP et utiliser les ressources du BCI. Ce travail se situe dans le prolongement de l'étude réalisée en janvier 1999 par le Cabinet MGP-Afrique, pour le compte de la DCEF du MEFP, sur les capacités de planification des Ministères Techniques. Cette étude nous a permis de visiter l'ensemble du processus de planification, et du dispositif de sélection des projets du PTIP.

Le second niveau est relatif aux effets directs et indirects sur l'emploi des investissements en cours. Le Consultant est depuis trois ans régulièrement mandaté par le MEFP pour réaliser le suivi des projets du PTIP plus particulièrement ceux du secteur primaire dont l'impact sur l'emploi en milieu rural est considérable.

- Les méthodes et techniques d'évaluation et de choix des investissements du PTIP

Le Consultant rendra compte du processus actuel de planification-budgétisation tel qu'il est effectivement vécu. Il restituera les méthodes et techniques utilisées par la DP pour l'évaluation, et la DCEF pour la sélection (en lieu et place du Comité de Sélection des Projets). Dans chaque cas, il mettra en évidence la présence ou l'absence de critères évaluateurs ou sélectifs basés sur des considérations de création d'emplois et de lutte contre la pauvreté.

Il en tirera des conclusions sur l'efficacité de telles méthodes à favoriser l'inscription au PTIP des projets qui ont la plus grande incidence sur la création d'emplois et la lutte contre la pauvreté.

L'attention du Consultant sera plus spécialement portée sur la catégorie de projets publics orientés vers les infrastructures qui vont de plus en plus constituer le domaine privilégié (voire unique) d'intervention des pouvoirs publics.

2.2.3 - Résultats

Muni des informations sur l'aptitude des méthodes d'évaluation et de sélection à intégrer les préoccupations d'emploi et de lutte contre la pauvreté, le Consultant fera les recommandations sur les points ci-après :

- la cohérence entre les stratégies de développement macro-économiques et les méthodes/techniques d'évaluation et de choix des projets du PTIP. Ceci est en effet, une condition essentielle pour que les stratégies puissent influencer sur le choix des projets et programmes d'actions de l'Etat ;
- la suggestion de critères additionnels pour la prise en compte plus systématique des dimensions Emploi et Pauvreté de manière simultanée dans les évaluations et la sélection des projets d'investissements publics. Des suggestions sur la priorité qu'il convient de leur accorder seront également formulées.

III - PLAN DETAILLE

3.1 - Organisation

Pour mener à bien cette étude, le Consultant prévoit de dérouler sa méthodologie en quatre (4) phases essentielles.

Phase 1 - Précision et recentrage des termes de référence

Elle sera l'occasion pour le Commanditaire et le Consultant d'épuiser les formalités de démarrage de l'étude :

- Contractualisation ;
- Publicité de la mission et introduction du Consultant ;
- Précision de la compréhension de l'étude, de ses limites et spécification des résultats attendus ; validation de certains instruments d'analyse.

Cette phase sera sanctionnée par la production d'un Rapport d'Orientation Méthodologique (ROM).

I – ETUDES / CONSULTATION

ACDI / CECI

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> Evaluation des Projets Géomar International, de relance de la compétitivité au Sénégal : secteurs touristique et horticole 	Octobre 1996
<ul style="list-style-type: none"> Diagnostic organisationnel des groupements et fédérations horticoles et forestiers de la région des Niayes. 	Mai 1997
<ul style="list-style-type: none"> Evaluation de la Conférence des Ministres de l'Agriculture des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMA/AOC) 	Mai 1994
<ul style="list-style-type: none"> Elaboration Projet PR4S/OSDIL, phase 1 et phase 2 	1991 et 1997

PAST PAGD BANQUE MONDIALE

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> Préparation du programme sectoriel des transports : volet aérien (revue du secteur, opportunités économiques dans les secteurs exportations et tourisme) 	1998
<ul style="list-style-type: none"> Etude des charges récurrentes des infrastructures au Sénégal 	1995

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

- *GRS*
- *Projet des Petits Projets Ruraux (PPPR)*

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> Etude sur l'efficacité des Investissements publics agricoles et clarification des rôles du secteur public et du secteur privé 	Avril 1997
<ul style="list-style-type: none"> Etude de mise en place d'un nouveau système de crédit 	1995

FONDATION POUR LE SECTEUR PRIVÉ

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> Etude de faisabilité d'un projet d'agriculture intégré dans la région des Niayes 	Août-Septembre 1997

PNUD

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation Projet FAIB • Volet socio-économique analyse secteur de la pêche artisanale et industrielle. • Montage des groupements de gestion forestière à Kolda. 	1995

UNION EUROPÉENNE

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> • Etude de formulation du programme de Microréalisation (PMR) 8^{ème} FED (en cours) 	1998
<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation du Programme régional solaire dans les 9 pays du CILSS 	1995
<ul style="list-style-type: none"> • Etude sur la condition paysanne dans le développement agricole du Sénégal 1970 - 1990 	

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DU PLAN**

- Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF)
- Unité de Politique Economique (UPE)
- Direction du Plan (DP)

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> • Etude sur le Renforcement des Capacités des Ministères Techniques 	Juillet 1998
<ul style="list-style-type: none"> • Etude sur le Suivi des Projets d'investissements 1997 	Juin 1998
<ul style="list-style-type: none"> • Etude sur le suivi des projets d'Investissement du PTIP 	Août-Septembre 1997
<ul style="list-style-type: none"> • Revue des Dépenses Publiques dans le secteur de la Santé 	Janvier 1998
<ul style="list-style-type: none"> • Montage institutionnel pour la mise en place d'un fonds d'investissement social (FIS) pour la lutte contre la pauvreté 	Juin 1999

**BIT
MINISTÈRE DU TRAVAIL**

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> • Ajustement Structurel, Réformes Economiques et Rôle des Partenaires Sociaux – Cas du Sénégal 	Avril 1998
<ul style="list-style-type: none"> • Etude Exploratoire sur la Productivité des secteurs : Privé, Public et rural. 	Novembre 1997
<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des Conséquences de la Dévaluation du FCFA au Sénégal et de la Concertation tripartite 	Mars 1997

ICS
(INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL)

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'un modèle d'analyse financière prospective 	1995
<ul style="list-style-type: none"> • Conception et élaboration d'un tableau de Bord 	1994-1995
<ul style="list-style-type: none"> • Plan de redressement des I.C.S 	1990-1995

FAO

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> • Etude de marchés des prestations du projet Locustox 	Avril 1998

GTZ PAGERMA

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des Ressources naturelles dans le Sine Saloum 	1994

**BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT**

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> • Analyse de la situation financière des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) 	1991

MINISTÈRE DU PLAN

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> • Conception et Elaboration des Plans Régionaux de Développement Intégrés (PRDI), et administration de séminaires sur les PRDI. 	1986
<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration de modèles de prévisions économiques à moyen terme : 1987 - 1995 	
<ul style="list-style-type: none"> • Plan de développement économique et social : Participation au 6^{ème} et 7^{ème} plan: Responsabilité sectorielle 	

**MINISTÈRE DE LA
MODERNISATION**

Date	Prestations
1993	<ul style="list-style-type: none"> • Audit organisationnel de l'administration , en cogestion avec le cabinet CESIA. • Etude Réforme des Ecoles Nationales de formation
1992	

II – SEMINAIRES / ATELIERS

USAID / SENEGAL

Date	Prestations
Avril - Octobre 1997	<ul style="list-style-type: none"> • Conduite et Encadrement des ateliers de planification stratégique et de formulation des objectifs stratégiques de l'USAID au Sénégal pour les années 1998-2006 (Série de 8 Workshops)

USAID / CFF

Date	Prestations
1 ^{ère} session Du 26 au 30 Juillet 1999	<ul style="list-style-type: none"> • 2 sessions de formation sur l'OHADA
2 ^{ème} session du 9 au 13 août 1999	

PLCME

Date	Prestations
2-4 mars 1999	<ul style="list-style-type: none"> • Atelier sur la Stratégie de promotion des moustiquaires imprégnées au Savana Dakar

III – FORMATION (Agrément MEN/DES N°005676 du Ministère de l'Éducation)

ISADE

Date	Prestations
1994-1995	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation, élaboration et Administration de Séminaires sur la Gestion des Projets.

CNES
PROGRAMME CADRE II

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> Séminaire de formation sur la gestion de projets avec application du logiciel Winproject en direction des cadres du secteur privé. 	Octobre 1997

CADRES DU SECTEUR PRIVE

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> Séminaire de formation sur la gestion de projets avec application du logiciel MS Project en direction des cadres du secteur privé. 	Juillet 1998

SYSCOA

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> Séminaire de formation sur la préparation et la confection des états financiers dans l'optique du SYSCOA 	Avril 1998

SONATEL

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> Séminaire de formation sur le management stratégique des projets avec application du logiciel MS Project en direction des cadres de la SONATEL 	Novembre 1998

IV – PROMOTION SOCIETE

ONFP
ALBAY TRAVEL SERVICE
CGC

Prestations	Date
<ul style="list-style-type: none"> Développement des sites WEB 	1998

ANNEXES 3

CURRICULA VITAE

M. Ababacar KANE
BP : 15363 DAKAR-FANN
République du Sénégal

CURRICULUM VITAE

-----°°-----

1.- ETAT CIVIL

NOM : KANE
PRENOMS : Ababacar

Date de naissance : 14 Février 1955
Lieu de naissance : SAINT LOUIS - SENEGAL

Adresses :

Bureau : BP : 15 363 Dakar Fann Tél. : (221) 25 86 53

Domicile : Point E DAKAR
Tél. : (221) 24.64.61

2.- CURSUS ACADEMIQUE

PERIODE	INSTITUTIONS	DIPLOMES
1988	Université du Québec (Canada)	Master of Sciences : Management de projet
1982	Institut Agronomique Hassan II Rabat (Maroc)	Diplôme d'Ingénieur d'Etat Agronome (Spécialité Economie Rurale)
1981	Institut Agronomique Paris Grignon (France)	Diplôme d'Agronomie Approfondie (D.A.A) (Spécialité : Politique Agricole et gestion des Entreprises)
1980	I.A.V Hassan II Rabat (Maroc)	Diplôme d'Agronomie Générale (D.A.G)
1976	Lycée Djignabo (Ziguinchor)	Baccalauréat Série D
1972	Lycée Blaise DIAGNE Dakar	BEPC (DEFM)
1968	Ecole Primaire Léona Kaolack	Certificat d'Etudes Primaires

3 - ITINERAIRE PROFESSIONNEL

PERIODE	INSTITUTIONS	FONCTIONS
1994	MGP/AFRIQUE	Président Fondateur
MINISTERE AGRICULTURE		
1995	Projet de Développement Rural de la Basse Casamance (DERBAC) Financement BAD et Gouvernement du Sénégal (17 millions UC)	Directeur du Projet, Chargé de l'administration, de la gestion Financière, de la réalisation des activités techniques et l'animation d'une équipe de 150 Agents.
1993	Projet des Petits Projets Ruraux (PPPR) : Financement Banque Mondiale - FIDA et Gouvernement du Sénégal (\$ 26 millions).	Directeur du Projet, Chargé d'assainir, de redresser le projet en améliorant le système de management en vue de la privatisation de la structure.
1990	Projet « Agricultural Program Support » (APS) Financement USAID et Gouvernement du Sénégal (\$ 20 millions)	Directeur du Projet avec assistance du Cabinet CHEMONICS International Chargé d'administrer et de gérer une structure de 20 personnes dont 5 assistants techniques.
SECRETARIAT GENERAL DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL		
1989	Bureau Organisation et Méthodes (BOM)	Conseiller en Organisation, Chargé d'apporter expertise, conseil et appui aux administrations et entreprises publiques, dans le domaine du management et de l'amélioration des procédures. Conduite d'études multisectorielle et administration de séminaire de formation.
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION SENEGAL		
1984	Direction du Plan * Division des Etudes, de la Programmation et du Suivi des projets	Chargé d'études: Analyse des projets du secteur primaire: Agriculture, Elevage, Pêche, Forêts. Participation à l'équipe technique d'élaboration de la Nouvelle Politique Agricole (NPA).
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL		
1983	Société de Développement et de Vulgarisation Agricole (SODEVA)	Chargé d'enquêtes Agro-Socio Economiques Suivi des itinéraires techniques Alphabétisation fonctionnelle et Animation rurale.

4 - DOMAINES PRINCIPAUX D'INTERVENTION

1- Management des Organisations et des Projets :

- 1.1 Conception, définition et formulation de programmes, projets planification ;
- 1.2 Mise en place de structure et système organisé ;
- 1.3 Conduite de projet, gestion de l'exécution et des interfaces humains et institutionnels.

2- Evaluation de Projets

- 2.1 Etude de marché, Plan Marketing ;
- 2.2 Etude technique ;
- 2.3 Etude financière et de rentabilité ;
- 2.4 Evaluation des risques, choix économiques, décisions d'investissement, opportunités financières.

3- Conseil en Gestion

- 3.1 Diagnostic Organisationnel ;
- 3.2 Audit Organisationnel ;
- 3.3 Plan de redressement.

4- Formation en Management

- 4.1 Administration de séminaire ;
- 4.2 Formulation de supports pédagogiques ;
- 4.3 Modèles d'analyse (caisse à outils).

5- Planification Politique Agricole

- 5.1 Définition Politique Agricole ;
- 5.2 Elaboration Programme Agricole et Elevage et de gestion des ressources naturelles ;
- 5.3 Analyse Situationnelle, cadrage macro-économique et définition des indicateurs significatifs.

5- CONSULTATIONS

Période	Client	Nature
Juil et Août 99	USAID	2 Sessions de formation sur l'OHADA au CFJ
Juin 1999	Direction de la Planification	Etude sur le montage institutionnel pour la mise en place d'un fonds d'investissements social (FIS) pour la lutte contre la pauvreté
Mars 1999	MSAS (PLCME)	Atelier sur la Stratégie de Promotion des Moustiquaires Imprégnées dans le cadre de la lutte Contre le Paludisme
Nov 1998	SONATEL	Séminaire de formation en direction des cadres de la SONATEL
Juillet 98		Séminaire de formation sur le Management Stratégique des Projets
Juillet 98	DCEF	Etude sur le renforcement des capacités des Ministères Techniques
Juin 98	DCEF	Etude sur le Suivi des Projets d'investissement 1997
Avril 98	FAO	Etude de marché et stratégie de promotion du projet Locustox
Mars 98	BIT	Etude sur les politiques d'ajustement structurel, les réformes économiques et le rôle des partenaires sociaux – cas du Sénégal
Janvier 1998	UPE	Revue des Dépenses Publiques dans le Secteur de la Santé
Nov 1997	BIT	Etude Exploratoire sur la Productivité dans les secteurs Privé, Public et rural
Octobre 1997	CNES/Programme Cadre II	Séminaire sur WinProject
Avr-Oct 1997	United States Agency for International Development (USAID)	Série d'ateliers pour la future stratégie d'intervention de l'USAID au Sénégal : 1998-2006
Août-Sept 1997	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	Etude sur le suivi des projets d'Investissement du PTIP
Août-Sept 1997	Fondation pour le Secteur Privé	Etude de faisabilité d'un projet agro industriel
Mai 1997	Centre Canadien d'Etude et de Coopération Internationale (CECI)	Diagnostic organisationnel des groupements et fédérations horticoles et forestières de la région des Niayes
Avril 1997	Ministère de l'Agriculture (GRS)	Etude sur l'efficacité des investissements publics agricoles et clarification des rôles du secteur public et du secteur privé

Mars 1997	Bureau International du Travail (BIT)	Evaluation des conséquences de la Dévaluation du FCFA au Sénégal et de la Concertation tripartite
1996	Bureau d'Appui à la Coopération Canadienne	Evaluation des projets GEOMAR de relance du secteur touristique et de la filière horticole au Sénégal
1995	Mission Française de Coopération	Evaluation et conduite de projet dans le cadre du programme spécial d'atténuation des effets de la dévaluation au sein d'OSDIL Projets de promotion et de réinsertion sociale des groupements de femmes (Koungueul, Bambey, etc..)
	Organisation Sénégalaise des Initiatives Localisées (OSDIL)	Planification du Programme de Gestion des Ressources Naturelles de Gandiaye pour financement par le CRDI. Supervision de l'élaboration du programme IEC-Sida et d'éducation à la vie familiale de la zone 3. Programme de Régénération des Sols Salés du Sine Saloum (PR4S) phase 2; soumis au FCCS de l'ACDI.
1994	Bureau d'appui Coopération Canadienne DAKAR	Evaluation Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMA/AOC)
	Institut supérieur d'Administration et des Entreprises (ISADE)	Organisation et administration de séminaire sur la gestion des projets. Confection du codex en gestion de projet.
1993	Ministère de la Modernisation et de la Technologie	Audit Organisationnel du Ministère de l'Agriculture : co-manager du cabinet CESIA
	Organisation Sénégalaise pour le Développement des Initiatives localisées (OSDIL)	Elaboration du Programme de Recherche collaborative avec l'Institut Sénégalais de Recherche Agronomique (ISRA), dans le cadre du projet NRBAR de l'USAID.
1992	Programme des Nations Unies DAKAR	Evaluation du Projet Fonds d'Appui aux Initiatives de Base (FAIB) du Ministère de la Femme
1991	Fédération des ONGs du Sénégal (FONGS)	Elaboration du 1er programme triennal d'investissement la FONGS.
1991	Organisation Sénégalaise des Initiatives Localisées (OSDIL)	Elaboration du Projet de Régénération des Sols Salés du Sine Saloum (PR4S) sur financement ACDI. Elaboration du Projet de mesures d'accompagnement du PR4S sur financement Réseau Afrique 2000 du PNUD
	Délégation du Management public (DMP) du Ministère de la Modernisation	Mission de réduction de la masse salariale (IGE/BOM) Etude Réforme des Ecoles Nationales de Formation

—	1990	Ministère du Tourisme	Etude du plan de développement Stratégique du Tourisme au Sénégal en collaboration avec le Cabinet Maheu & Noiseux du Canada
—	1988	Société Conseil Maheu & Noiseux CANADA (4 mois)	- Analyse de projet secteur tourisme, - Elaboration dossier d'appel d'offre, - Etude de faisabilité.

6- STAGES ET RECHERCHES

	PERIODE	LIEU	NATURE
—	1982	Sucrerie du Gharb et des Doukkalas Maroc (10 mois)	Analyse des effets induits de l'industrie sucrière au Maroc
—	1981	SNCF Paris (6 mois)	Marketing du transport SNCF dans l'importation des fruits et légumes
—	1980	Caisse de Crédit Agricole de Fès (Maroc) (4 mois)	Stage de développement agricole sur l'impact du crédit sur l'évolution des systèmes de production des exploitations de Fès
—	1979	Stage d'Exploitation dans la vallée du DRAA (Maroc) (2 mois)	Etude détaillée du fonctionnement d'une exploitation agricole
—	1978	Stage de Ruralisme (1 mois)	Etude Socio-économique et agro- écologique d'un village du Moyen Atlas
—	1977	Découverte de la nature (15 jours)	Randonnée pédestre sur 180 kms dans les hauts Atlas, collecte de données éco- géographiques et humaines.

7- LANGUE DE TRAVAIL

Français : Ecrit, Parlé et Lu
Anglais : Ecrit, Parlé et Lu

8- CONNAISSANCES INFORMATIQUES

- Tableur : Lotus 123 / Excel 5 0
- Traitement de texte Word Perfect/Word 6 0
- Logiciels de gestion de projet HTPM - Superproject - MS Project

9- ASSOCIATIONS ET CORPORATIONS

- Président et Fondateur de l'Organisation Sénégalaise pour le Développement des Initiatives Localisées (OSDIL), oeuvrant dans le renforcement des capacités de gestion des populations,
- Associé du Cabinet Conseil MGP Afrique spécialisé dans la formation et la gestion des projets,
- Membre de l'Association Sénégalaise des Ingénieurs Agronomes (ASIA),
- Affilié à l'Institut des Conseillers en Organisation du Québec.

M. Edouard Jean Gabriel DIEME
HLM2 Villa N° 772 - DAKAR
République du Sénégal

CURRICULUM VITAE

-----°0°-----

Poste sollicité
Organisme
Référence de l'avis

1.- ETAT CIVIL

NOM : DIEME
PRENOMS : Edouard Jean Gabriel

Date de naissance : 08 Avril 1952
Lieu de naissance : DAKAR - SENEGAL

Domicile : HLM2 Villa N° 772 DAKAR - SENEGAL
Tèl. : 24.39.00

Bureau : Industries Chimiques du Sénégal - BP 3835
Tèl. : 34.01.22 - 34.01.23

2 - CURSUS ACADEMIQUE

Période	Institutions	Diplômes
1985	Université du Québec	Master of Sciences : Gestion de projets
1985	Université du Québec	Certificat d'analyse financière : BA
1977	Université de Dakar	Maîtrise en Sciences économiques : Bac + 4
1972	Collège Sacré-Coeur Dakar	Baccalauréat du second degré

3 - CURSUS PROFESSIONNEL

Période	Institutions	Fonctions
1994	MGP/AFRIQUE	Fondateur – Vice-Président
1987-1995	Industries Chimiques du Sénégal	Attaché de Direction - Contrôleur de Gestion
1979-1987	Ministère du Plan et de la Coopération	Economiste principal Chef de la division de l'évaluation des projets Chef de la planification régionale Chargé des projets régionaux : (CEDEAO, CEA, MULPOC,.....)
1979-1987	Inst. de développement rural (INDR) Ecole Nationale d'Economie Appliquée Ecole Nationale de Magistrature	Chargé d'enseignement en économie du Développement en tant que vacataire

4 - DOMAINES PRINCIPAUX D'INTERVENTION ET TRAVAUX REALISES

1 - Evaluation économique :

A - Domaines couverts

- 1.1 - Etude de projets : conception, définitions, factibilité
- 1.2 - Etude de réalisation : project management
- 1.3 - Etudes managériales : conduite de projets, d'entreprises privées, d'administration publique

B - Travaux réalisés

- Etudes sur les incidences de la dévaluation du F CFA : BIT 1997
- Etudes sur l'efficacité des investissements publics, agricoles et la clarification des rôles du secteur public : Juin 1997
- Etude du marché des produits phosphatés : situation et perspectives Nov 1996
- Etude sur les actions en cours en matière de lutte contre la pauvreté
Juillet 1996
- Etude de factabilité d'un projet intégré P/C GIE Jeef Jeel : Fondation du

Secteur Privé : Juin 1997

- Etude des charges récurrentes des infrastructures au Sénégal : 1995
- Projet de polyculture et d'élevage dans la vallée du Fleuve : 1987
- Factibilité de la réalisation d'une usine de chauffe-eau solaires : 1985
- Doublement d'une unité industrielle pilote de traitement de schlamms : 1989
- Fabrication des engrais par compactage : 1989
- Projet d'importation d'acide sulfurique par les ICS : 1988

2 - Evaluation financière

- ☞ projets : montage financier et ingénierie financière
- ☞ entreprise : Diagnostics économiques et Projections financières

A - Domaines couverts

2.1 - Etude et évaluation de risques

2.2 - Etude de rentabilité : choix économiques, décisions d'investissements, opportunités financières

B - Travaux réalisés

- Modèle d'analyse financière prospective : 1995
- Modèle de prévision économique à moyen terme : 1987-1995
- Situation financière des ICS et perspectives ; BAD 1991
- Etude et élaboration d'un Tableau de financement sectoriel (TFS) : 1982

3 - Evaluation de projets

A - Domaines couverts

- Utilisation des principales méthodes et techniques connues :
 - Méthode des prix de référence,
 - Méthode des effets,
 - Méthode avantages-coûts,
 - Approches marginales.

B - Travaux réalisés individuellement ou en groupe

En tant que chef de la Division de l'Evaluation et du Suivi (Direction de la Planification du Ministère du Plan et de la Coopération) : 1982 - 1987

- Elaboration d'une méthodologie d'évaluation dans l'optique de constituer un portefeuille de 100 projets, censés constituer l'essence du Programme triennal d'investissements publics,
- Elaboration de notes d'analyses sectorielles,
- Elaboration d'un guide de choix de projets : participation : 1984.

4 - Evaluation, Conseil en gestion interne :

A - Domaines couverts

- planification dans l'entreprise : budgets et prévisions,
- contrôle de gestion,
- pricing ; études de marché ; définition plan de marketing.

B - Travaux réalisés

- Etudes de cotation de prix de vente : 1987
- Systèmes de suivi et de contrôle du coût des prestations et services : 1995,
- Elaborations des budgets d'investissements et d'exploitation de la SEFICS 1995,
- Rôle des ICS dans l'économie du Sénégal : 1994,
- La consommation d'engrais en Afrique : IFA - 1993,
- Evolution du marché des engrais au Sénégal : IFA - 1987 (IFA : International Fertilizers Association).

5 - Formation en Management

A - Domaines couverts :

- Coordination et Animation de séminaire,
- Formulation de supports d'enseignements,
- Pédagogiques, etc.

B - Travaux réalisés

- 2 Session de formation sur l'OHADA – Juillet et août 1999 au CFJ
- Atelier sur la Stratégie de Promotion des Moutiquaires Imprégnées dans le

cadre de la Lutte Contre le Paludisme - Mars 1999

- Séminaire de formation sur le Management Stratégique des Projets en direction des Cadres de la SONATEL – Novembre 1998
- Séminaire de formation sur le Management Stratégique des Projets – Juillet 1998
- Etude sur le Montage institutionnel pour la mise en place d'un fonds d'investissements social (FIS) pour la lutte contre la pauvreté
- Etude sur le renforcement des capacités des Ministères Techniques – Juillet 98
- Etude sur le Suivi des Projets d'Investissements 1997 – Juin 1998
- Participe à l'étude de marchés sur l'impact des pesticides sur l'environnement commanditée par la FAO pour le compte de Locustox – Avril 1998

- Participe à l'Etude sur «Ajustement Structurel Réformes Economiques et Rôle des Partenaires Sociaux – Cas du Sénégal » Commanditée par le BIT et participe pour le compte de MGP-Afrique au séminaire régional – Mars 1998

- Etude sur la Revue des Dépenses Publiques dans le secteur de la Santé : Janvier 1998 – UPE

- Etude Exploratoire sur la Productivité dans les secteurs Privé, Public et Rural – Novembre 1998 - BIT

- Séminaire sur WinProject : Octobre 1997
- Ateliers USAID sur la Future Stratégie 1998-2006 : Août-Octobre 1997
- Séminaires sur « la gestion des projets » : 1994 et 1995,
- Réalisation d'un codex sur la gestion de projets : 1995,
- Enseignement en économie du Développement : 1987,
- Séminaire sur les Plans régionaux de développement intégré : 1986.

6 - Etablissement de banque de données économiques et tableaux de bord Société

A - Domaines couverts

- Liaisons avec les sources d'information à caractère économique et financier;
- Collecte et traitement de l'information économique et financière.

B - Travaux réalisés

- Conception et élaboration d'un tableau de Bord (ICS) : 1994 - 1995,
- Conception et réalisation d'une base de données économiques sur les performances et réalisations économiques de la Société : ICS - 1995,

➤ Bulletin de suivi et d'exécution du Plan national : secteur secondaire 1983

7 - Elaboration plans de redressement, projections financières et modèle d'exploitation

A - Domaines couverts

- Etablissement de prévisions à moyen et long termes pour l'entreprise,
- Plans de développement macro-économique,
- Etudes et cas simulations,
- Prospective.

B - Travaux réalisés

- Plan de redressement des ICS : 1990 - 1995,
- Plan de redressement de PSOA (Société de Plâtre) : 1987 - 1988,
- Plans régionaux de développement intégré : participation principale,
- Plans de développement économique et social : participation aux 6e et 7e plans du Sénégal ; rédacteur et responsable sectoriel

8 - Elaboration notes de conjoncture économique et d'analyse sectorielle

Exploitation des revues, journaux spécialisés et documents techniques

9. Utilisation de la micro-informatique

Utilisation professionnelle des applicatifs de gestion : Logiciel (N° de version)

- Tableurs : LOTUS (5) ; EXCEL (5),
- Traitement de texte : WINWORD (6),
- Gestion base de données : D Base IV ; Access (2),
- Gestion de projets : SPJ ; WINPROJECT ; P5,
- Présentation : POWERPOINT (4) ; CORELSHOW ; APPLAUSE,
- Logiciel intégré : CORELDRAW

5. Langues de travail :

Français : parlé et lu

Anglais : parlé et lu

Je peux travailler dans l'une ou l'autre langue

CURRICULUM VITAE de
Monsieur Moustapha DIAILLO

I - IDENTIFICATION

Prénom et Nom : Moustapha

Date et lieu de naissance : 22 Août 1950 à Sédhion (Sénégal)

Situation de famille : Marié (1 femme, trois enfants)

Langues écrites et parlées : Français – Anglais

Langues parlées : Wolof – Mandingue

Adresse : Sicap Liberté 6 N° 6395

Tel. : D. : 827 74 54

B. : 821 89 12 / 822 17 50

II - DIPLOMES OBTENUS

1982 : Diplôme d'Ingénieur Statisticien Economiste (CESD – Paris)
1979 : Maîtrise de Mathématiques (Université de Dakar)

III - EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

- Depuis Novembre 1997 : Consultant (Free Lance)
- De 1994 à 1997 : Directeur Commercial de la Société des Charbonnages du Sénégal (CDS, Km 11 Route de Rufisque – Dakar)
- De 1987 à 1994 : Chargé d'études à la Société Nationale d'Etudes et de Promotion Industrielle (SONEPI) : Chef de la Division études de marchés et statistiques d'entreprises
- De 1982 à 1987 : Attaché d'études à la Société Nouvelle des Etudes de développement en Afrique (SONED Afrique) – Département Industrie – Energie – Mines
- De 1973 à 1979 : Professeur de mathématiques dans l'enseignement secondaire

IV - STAGES ET SEMINAIRES

- Mai 1997 : Séminaire de restitution des résultats de l'étude du marché du kérosène comme produit de substitution au charbon de bois
- 31 mai au 02 juin 1995 : Premier symposium sur l'énergie au Sénégal
- De 1993 à 1995 : Part active au programme « Review of Policies in the Traditional Energy Sector » (RPRES) – C'est ce programme dont les résultats ont été présentés à la conférence de Maastricht du 15 au 17 mai 1995. La conséquence a été la mise en place au Sénégal du «Projet Energie» par la banque mondiale avec une enveloppe de plus de 02 Milliards de Francs CFA en deux volets : offre (08 ans) et demande (05 ans)

- Du 04 au 22 Décembre 1989 : Séminaire conjoint BOAD/ONUDI à Lomé (Togo) sur les études de projets industriels et utilisation du modèle informatique COMFAR (Supervision du bureau d'études Joseph Glückl (Munich – Allemagne)
- Du 03 au 21 Mars 1986 : Séminaire sur l'évaluation et le suivi des projets organisé par la Banque Islamique de Développement (BID) et la Banque Nationale de Développement du Sénégal (BNDS)
- De juillet à Septembre 1982 : Stage à la Caisse Nationale d'Assurances Maladies des Travailleurs Salariés (CNAMTS – Paris)

V-ACTIVITES PROFESSIONNELLES

5.1. Aux CDS : Mise en place d'une stratégie de commercialisation du charbon de bois en sachets biodégradables de 2, 3 et 5 kilogrammes – Résultats atteints : chiffre d'affaire de près de 03 Millions de Francs CFA par jour

Pour avoir étudié le projet, mis en place un (1) manuel de procédures et jouant le rôle d'interface entre l'entreprise et l'extérieur.

5.2. A la SONEPI : A la base de près d'une centaine d'études de projets industriels mais aussi d'études sectorielles :

- Etudes sur les potentialités de développement des régions dotées de domaine industriel
- Perspectives de développement des PME au Sénégal pour le compte de l'ACDI
- Etude du potentiel de développement de la région de Tambacounda
- Etude sur les incidences des conflits sociaux et de l'action syndicale sur la production et la productivité du secteur industriel
- Etude du marché des pays membres de l'UPDEA en produits relatifs à l'électricité (conducteurs, supports, compteurs, etc.
- Des actions spécifiques telles que l'enquête sur la valeur de l'information pharmaceutique pour le compte de la Fédération Internationale des Industries du médicament (Genève – Suisse)
- D'autres études spéciales telle : Etude sur le redressement et la liquidation judiciaire des entreprises en difficulté pour le compte de la Cellule de Restauration Industrielle du Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines

5.3 A la SONEP Afrique :

- Etude du secteur de l'imprimerie au Sénégal
- Evaluation économique et financière du tourisme au Sénégal
- Impact socio-économique du projet d'extraction des tourbes dans la zone des Niayes (Sénégal)
- Impact socio-économique des retenues collinaires dans la zone des Niayes

- Etude sur l'évaluation du potentiel horticole de la zone des Niayes
- Impact du projet MIFERSO (Mines de Fer du Sénégal oriental)
- Enquête sur le potentiel industriel du Sénégal pour le compte du CDI (Centre de Développement Industriel-Bruxelles)
- Etude de faisabilité d'un marché d'intérêt national à Dakar - devenu Marché Central du Poisson installé à Pikine
- Etude sur les statistiques de l'énergie dans les Etats de la CEA0
- Etc...

5.4. Autres activités : Enseignement

- Méthodes quantitatives de planification industrielle à l'IDEP (Institut de Développement Economique et de Planification - Dakar) Année académique 1986 - 1987.
- Analyse et évaluation des projets (COFEB/Banque Centrale) de 1987 à 1994
- Vacation en statistique - Comptabilité Nationale - Econométrie à l'Université de Dakar de 1982 à 1991
- Cours de planification pour des agents du secteur moderne pour le compte de l'ONFP juin 1999
- Séminaire/atelier sur les finances locales et élaboration d'un plan d'actions à court et moyen termes à l'intention des élus locaux de la commune d'arrondissement de Gueule Tapée - Fass - Colobane - Juillet 1999

5.5. Activités de free lance

- Evaluation du projet PAFOS pour le compte de l'USAID avec le cabinet SENAGROSOL - Dakar en 1987.
- Etude de la filière arachidière au Sénégal avec le cabinet SOFRECO (France) en 1987
- Etude sur la maintenance mécanique et le montage industriels au Sénégal avec le cabinet INGESAHHEL - Dakar - juin 1998
- Appui au CONGAD (Conseil des ONG d'Appui au Développement) dans le cadre du mouvement de solidarité de la société civile pour des actions humanitaires en faveur de la Guinée Bissau : élaboration du programme d'actions (actions d'urgence et actions à moyen terme) juillet 1998
- Etudes sur les problèmes techniques dans le domaine des transports ruraux avec GIC (Groupeement d'Ingénierie et de Construction - Dakar) Octobre - Novembre 1998
- Etude de la stratégie et des actions de modernisation et d'ouverture de la commercialisation du bois-énergie aux regroupements de jeunes et de femmes avec le cabinet INGESAHHEL - Dakar - Novembre 1998
- Etude de factibilité d'une clinique privée au centre ville de Dakar ayant pour vocation :
 - Médecine générale
 - Chirurgie coelioscopique

- Hémodialyse
- Urologie (résection endoscopique de la prostate) – janvier/février 1999
- Etude sur les schémas d'aménagement de pistes rurales des cinq communautés rurales pilotes du PNIR (programme National d'Infrastructures Rurales avec GIC – Mars-Juin 1999
- Appui au Ministère de la Modernisation de l'Etat pour la concertation nationale sur la qualité du service public et la bonne gouvernance – Enquête auprès des agents de l'Etat de Mars à septembre 1999.
- Etude sur l'opérationnalisation du processus « Sahel 21 » relative aux cinq priorités du Programme d'Investissement – Août –Septembre 1999
- Appui à l'ONG PROMETRA (Promotion des Médecines Traditionnelles) sur la gestion des données du Centre de Fatick (CEMT) et de l'enquête auprès des guérisseurs et des malades de Malango. Août à décembre 1999.

ANNEXES 4

**RAISON SOCIALE MGP-AFRIQUE
PLAQUETTE**

RAISON SOCIALE DE MGP-AFRIQUE

- Registre de commerce 97B 1038
- Agrément du Ministère de l'Education Nationale du Sénégal pour l'Enseignement et la Formation MEN/DES N°005676 du 20/12/96
- NINEA 0067969
- Compte Contribuable 203104.Z
- Compte CBAO 201 36 016 254/V
- NITI 203 203104.Z
- Adresse 673 HLM II BP 15363
- Téléphone 825 86 53/824 16 25
- Fax 825 86 53/ 824 16 25
- E-mail mgpafr@telecomplus.sn
- Site WEB <http://www1.telecomplus.sn/mgp>
- Numéro d'inscription au Trade Point 83-31

Dirigeants :

Pape Ababacar KANE
Edouard DIEME

Président / Gérant statutaire
Vice-Président / Directeur Technique

Le Groupe MGP-Afrique : Votre Partenaire, une valeur sûre



MGP AFRIQUE, L'EXCELLENCE PAR LA GESTION DES PROJETS

- ⇒ *Conception – Planification et Gestion de l'Exécution*
- ⇒ *Réalisation d'études macro et micro-économiques.*
- ⇒ *Assistance et Conseils pour la conception et la réalisation de projets avec supervision des opérations contrôle des coûts et planning*
- ⇒ *Conception de modèles de gestion administrative et financière*
- ⇒ *Formation et renforcement des capacités managériales*
- ⇒ *Organisation et montage de séminaires*



SECTEURS D'INTERVENTION

- ⇒ *Politique Economique : Macro-Economie et Finances Publiques ;*
- ⇒ *Décentralisation et Gouvernance locale ;*
- ⇒ *Administration Publique et Privée ;*
- ⇒ *Santé, Education et Formation ;*
- ⇒ *Agriculture et Développement Rural ;*
- ⇒ *Hydraulique - Génie & Assainissement.*



UNE PORTE OUVERTE SUR LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

- ⇒ *Création, conception, réalisation et maintenance de sites WEB*
- ⇒ *Formation adaptée aux logiciels bureautiques et applications Internet Intranet et Groupware*
- ⇒ *Archivage informatique gestion électronique de document*
- ⇒ *Audit de système d'information*
- ⇒ *Gestion de projets assistée par ordinateur*



POUR UNE MEILLEURE GESTION DE LA DOCUMENTATION ET DES ARCHIVES

- ⇒ *Gestion de la documentation et système d'archivage et de bibliothèque*
 - *Mise en place d'un schéma directeur de l'information*
 - *Maîtrise de la circulation verticale et horizontale de l'information*
- ⇒ *Mise en place des systèmes de gestion informatisés*
- ⇒ *Création et organisation d'un centre d'information et de documentation*

Maîtriser la performance, les délais et les coûts